

armes nucléaires: les États-Unis, le Royaume-Uni et la France. En ce qui concerne les forces de l'OTAN, et je puis me tromper, toutes les armes nucléaires qui sont à l'heure actuelle entre leurs mains—sauf peut-être les armes du Royaume-Uni, et je ne suis pas certain qu'il en ait—sont confiées à la seule garde des autorités américaines. Je crois que c'est un mal. Si l'OTAN décide, par suite d'une décision de son conseil, que des armes nucléaires tactiques sont nécessaires aux fins de la défense, et je parle ici uniquement des armes nucléaires tactiques pour fins de défense, nous, du parti libéral, estimons que ces armes devraient alors être placées sous l'autorité de l'OTAN et que les pays membres de cette organisation qui en possèdent présentement devraient les remettre à l'OTAN. Il ne s'agit pas là d'élargir l'emploi possible des armes nucléaires. Il s'agit de restreindre l'emploi de ces armes à l'OTAN plutôt que d'en autoriser l'emploi par les nations elles-mêmes.

Une voix: Des personnes comme Speidel, l'ancien général nazi.

L'hon. M. Pearson: Si mon honorable ami veut être conséquent, il prendra probablement pour attitude qu'aucun Allemand ne devrait avoir affaire à l'OTAN. Si on pose en principe que l'Allemagne ne peut s'associer à la sécurité atlantique, ni au développement atlantique, ni à la communauté atlantique, que doit-on faire de l'Allemagne alors? On la jette du côté des gens qu'on a raison de craindre. Si c'est là la doctrine de mes amis de droite, j'aimerais bien qu'ils essaient de la défendre dans notre pays. C'est le genre de doctrine qui en 1919, 1920 et 1921 a contribué à porter les nazis au pouvoir en Allemagne. Si mes amis veulent voir renaître le nazisme, libre à eux.

M. Argue: Nous avons simplement dit que nous ne voulons pas voir un général nazi à la tête de l'OTAN.

L'hon. M. Pearson: Vous avez simplement dit que vous ne vouliez pas d'Allemands.

M. Argue: De généraux allemands.

L'hon. M. Pearson: C'est une extension de politique lourde de conséquences lorsque le parti à ma droite dit qu'il ne veut pas que la République allemande participe au développement de la communauté atlantique.

M. Argue: Personne n'a dit quoi que ce soit de cette nature ou qui y ressemble le moins.

L'hon. M. Pearson: On le verra au hansard.

M. le président suppléant: A l'ordre!

L'hon. M. Pearson: Je pense avoir exposé bien clairement la position de mon propre

parti à cet égard et je suis très heureux d'avoir eu l'occasion de le faire. Nous croyons que l'OTAN devrait être modifiée afin de tenir compte davantage de la situation changeante. Nous croyons que la collaboration sur le plan politique et dans d'autres domaines non militaires, au sein de l'OTAN, devrait être plus forte et non pas plus faible. Nous croyons que sur le plan de la défense, l'OTAN devrait être plus forte et non plus faible, mais que la stratégie et la tactique de défense et la collaboration au sein de l'OTAN devraient être fondées non pas sur les armes nucléaires, mais sur le renforcement des forces classiques, de façon à assurer la protection des pays européens sans qu'il soit nécessaire de recourir aux armes nucléaires.

M. Martin (Timmins): Le ministre a admis en toute franchise que l'article 2 de l'OTAN n'a jamais été mis en œuvre jusqu'ici. Je félicite le ministre d'avoir fait cet aveu. Il est vrai que cet article n'a jamais été appliqué. Il est également vrai qu'il ne sera jamais mis en œuvre aussi longtemps que nous songerons au passé plutôt qu'à l'avenir. Le ministre, j'en suis sûr, s'en rend compte. Nous en avons des exemples ici même. Ainsi, nous avons déjà eu un gouvernement libéral qui pensait en fonction de 40 ans de retard, alors qu'il avait promis l'assurance-santé. Pendant 40 ans, les libéraux ont agi en fonction du passé, mais ils n'ont jamais appliqué l'assurance-santé. Ce n'est que lorsque le gouvernement conservateur est entré en fonctions que cette promesse a enfin été remplie, promesse entretenue pendant 40 ans par les libéraux. Voilà le problème auquel nous avons à faire face aujourd'hui à propos de la situation de l'OTAN.

Une voix: Vous avez été dans les limbes pendant 25 ans.

L'hon. M. Pearson: Il veut parler du manifeste de Regina.

L'hon. M. Chevrier: Parlez-nous un peu du manifeste de Regina.

M. Martin (Timmins): Le fait demeure que, comme leur chef national l'a expliqué au comité ce soir...

Une voix: Lequel?

M. Martin (Timmins): ... nous ne sommes pas disposés à partager ce fardeau tant que ce sera un fardeau purement et exclusivement militaire et qu'il n'accomplira pas les choses qu'il est censé accomplir. Aussi longtemps que nous ne noterons aucun progrès...

M. le président suppléant: A l'ordre! Je regrette d'interrompre l'honorable député, mais il est dix heures.

(Rapport est fait des résolutions adoptées aujourd'hui en comité des subsides qui sont approuvées.)